



IFC



AGENCE MMA LARCHE/FANTIN

PRÉSENTATION Février 2023

SOMMAIRE

1. ☐ Une obligation sociale et légale
2. ☐ Rappel des évolutions de l'environnement réglementaire sur les départs à la retraite
3. ☐ Le fonctionnement du contrat
4. ☐ L'évaluation des indemnités et du passif social
5. ☐ Les avantages fiscaux
6. ☐ Les cas particuliers

1

Une obligation sociale et légale



Obligation légale

Obligation

- **L'employeur a l'obligation de verser une indemnité au salarié qui part en retraite.**

Cette indemnité est différente selon les cas :

– **Départ à l'initiative du salarié :**

- • En vue de faire valoir ses droits à retraite.

– **Départ à l'initiative de l'employeur :**

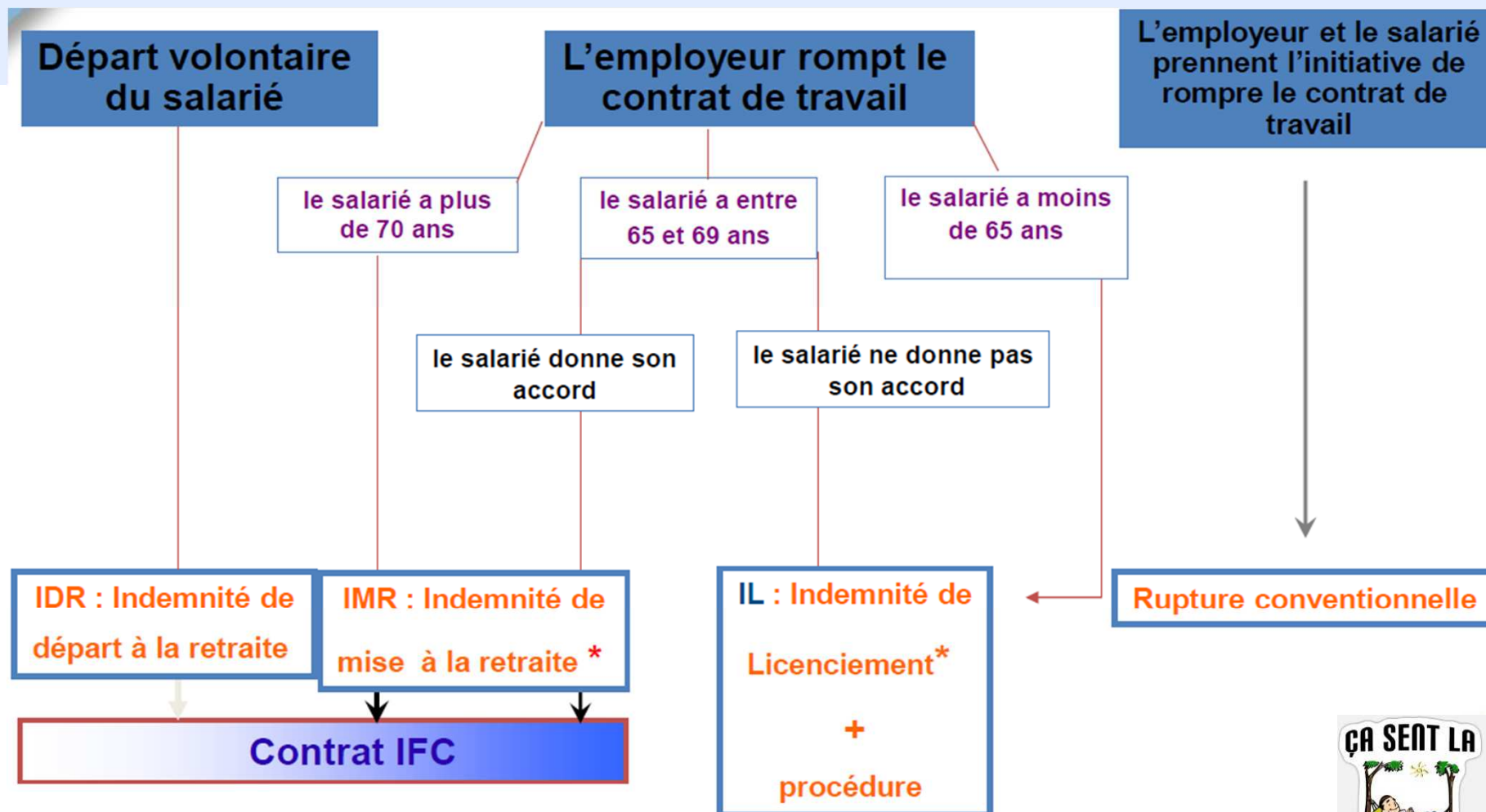
- • Si le salarié a au moins 65 ans et a donné son accord pour partir à la retraite
- • Si le salarié a au moins 70 ans

2

Rappel des évolutions réglementaires



Schéma des différents modes de départ à la retraite

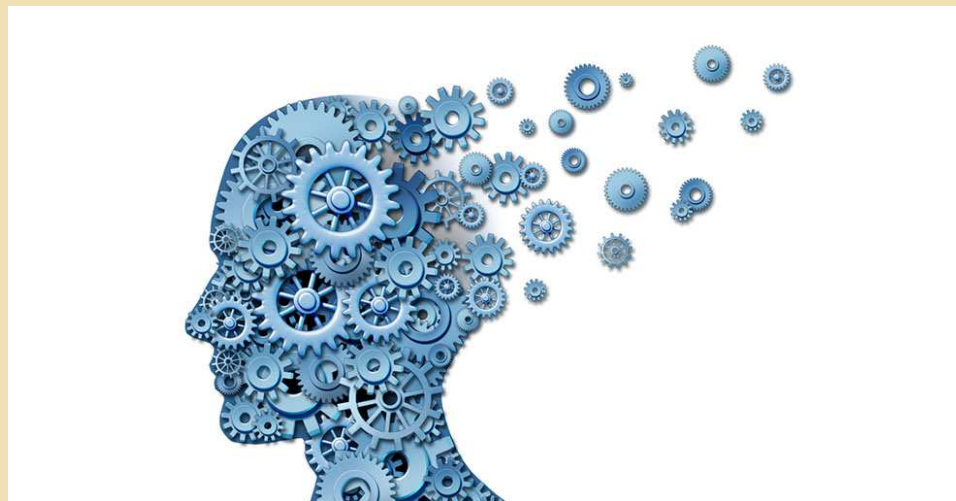


*Contribution supplémentaire de 50% à charge de l'employeur



3

Le fonctionnement du contrat



Le fonctionnement

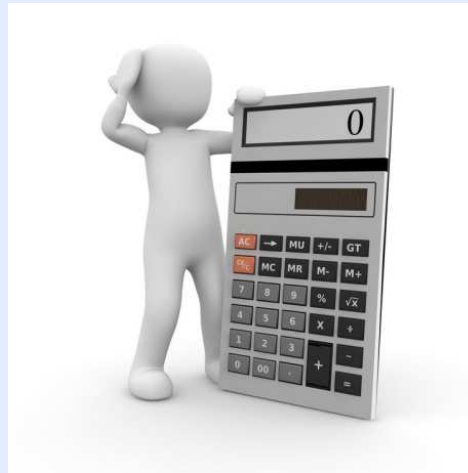
- ☐ **L'entreprise peut s'assurer par collège si elle le souhaite** (*exemple: contrat IFC externalisé pour les cadres*)
- ☐ **L'entreprise alimente par ses cotisations un fonds collectif de réserve**
- ☐ **Ce fonds servira à financer le paiement des indemnités au salarié partant en retraite** (*dans la limite des fonds gérés*)

Le fonctionnement

- **Païement d'un capital, en une seule fois, au moment du départ en retraite de chaque salarié :**
- ☐ **Le versement est conditionné à la présence du salarié dans l'entreprise au moment de son départ en retraite**
- ☐ **Le capital correspond au remboursement des indemnités versées par l'entreprise au salarié**
- ☐ **La prestation peut inclure les charges sociales ou la contribution de 50% assises sur les indemnités de mise à la retraite**
- ☐ **L'assureur n'est engagé que dans la limite du fonds constitué**

4

Évaluation des indemnités et du passif social



Évaluation des indemnités

- ☐ Le montant de l'indemnité de fin de carrière du salarié est fonction de son dernier salaire d'activité + ancienneté dans l'entreprise ou dans la branche
- ☐ Mise en place d'un plan de financement des IFC pour l'entreprise basé sur le passif social * de l'entreprise, calculé directement par votre logiciel de tarification

** Passif social = Valeur actuelle probable des engagements de l'employeur, correspondant aux droits passés*

Évaluation du passif social

Le calcul tient compte :

- ☐ des caractéristiques du collègue assuré : rémunérations, âge, ancienneté...
- ☐ des droits « IFC » prévus par la CCN et la loi
- ☐ d'un taux de charges sociales paramétrable
- ☐ d'un taux de turn-over
- ☐ d'une probabilité de décès
- ☐ de l'âge de départ paramétrable

Évaluation du passif social

- **En cas de départ à la retraite, l'indemnité légale est de :**
- • **0,5 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté**
- • **1 mois après 15 ans d'ancienneté**
- • **1,5 mois après 20 ans d'ancienneté**
- • **2 mois après 30 ans d'ancienneté**

5

Les avantages fiscaux



Pour l'entreprise

Constitution de l'épargne	Primes déductibles
Taxe d'assurance	Aucune
Indemnités versées	Pas d'incidence sur le résultat

Pour le salarié

Initiative salarié	Assujettissement dès le 1er euro (loi de finances 2010)
Initiative employeur	<p>Exonérée d'IRPP dans la limite la plus élevée de :</p> <ul style="list-style-type: none">• montant prévu par la CCN, ou à défaut la loi• 2 fois le salaire annuel brut• $\frac{1}{2}$ IMR perçue (max 5 fois le PASS)

Mais aussi ...

- ☐ Un contrat IFC est un contrat souple, sans obligation de versement, selon l'échéancier pour l'entreprise cliente
- ☐ **C'est aussi un outil de pilotage fiscal**

6

Les cas particuliers



Que se passe-t-il en cas de licenciement du salarié

- **L 'I.F.C. n 'est pas versée . Les fonds sont conservés au plan et **peuvent être utilisés au profit des autres salariés****

Que se passe-t-il en cas de démission du salarié

- **L 'I.F.C. n 'est pas versée . Les fonds sont conservés au plan et **peuvent être utilisés au profit des autres salariés.****

Les cas particuliers

Que se passe-t-il en cas de liquidation judiciaire ou cession de l'entreprise

Le montant figurant au plan est **versé au liquidateur**. Ce montant peut servir à apurer **les créances des salariés** : salaires, indemnités de départ ou de licenciement.

Les cas particuliers

Que se passe-t-il en cas de maladie, invalidité, ou décès du salarié

L 'I.F.C. n 'est pas versée . Les fonds sont conservés au plan et **peuvent être utilisés au profit des autres salariés.**

